



Conseil de sécurité

Dist.
GÉNÉRALES/18990
24 juillet 1987
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAISRAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LA FORCE INTERIMAIRE DES
NATIONS UNIES AU LIBAN

(pour la période du 12 janvier au 24 juillet 1987)

Introduction

1. Dans sa résolution 594 (1987) du 15 janvier 1987, le Conseil de sécurité a décidé de proroger le mandat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour une nouvelle période intérimaire de six mois et 12 jours, soit jusqu'au 31 juillet 1987. Le Conseil a aussi réaffirmé qu'il soutenait fermement la cause de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues; il a souligné à nouveau le mandat et les principes généraux concernant la Force tels qu'ils sont énoncés dans le rapport du Secrétaire général en date du 19 mars 1978, approuvé par le Conseil dans sa résolution 426 (1978); il a demandé à toutes les parties intéressées de coopérer pleinement avec la Force pour qu'elle remplisse intégralement son mandat; enfin, il a réaffirmé qu'il convenait que la FINUL remplisse intégralement son mandat tel qu'il est défini dans les résolutions 425 (1978), 426 (1978) et toutes les autres résolutions pertinentes. Le Conseil a prié le Secrétaire général de poursuivre ses consultations avec le Gouvernement libanais et les autres parties directement intéressées au sujet de l'application de la résolution et de lui faire rapport à ce propos.

Organisation de la Force

2. Au mois de juillet 1987, la composition de la Force était la suivante :

Forces militaires

Fidji	QG de la Force	6	
	Bataillon d'infanterie	614	
	Compagnie de la police militaire	<u>7</u>	627
Finlande	QG de la Force	15	
	Bataillon d'infanterie	504	
	Compagnie de la police militaire	<u>9</u>	528

France	QG de la Force	12	
	Bataillon composite (compagnie du matériel, compagnie d'appui, compagnie d'escorte blindée, détachement de neutralisation des bombes)	479	
	Compagnie de la police militaire	<u>10</u>	521
Ghana	QG de la Force	27	
	Bataillon d'infanterie	836	
	Compagnie du génie	60	
	Compagnie de la police militaire	<u>10</u>	933
Irlande	QG de la Force	12	
	Bataillon d'infanterie	649	
	Unité de commandement du QG	71	
	Compagnie de la police militaire	<u>13</u>	745
Italie	QG de la Force	4	
	Unité hélicoptérée	<u>44</u>	48
Népal	QG de la Force	11	
	Bataillon d'infanterie	834	
	Compagnie de la police militaire	<u>5</u>	850
Norvège	QG de la Force	34	
	Bataillon d'infanterie	655	
	Compagnie du matériel	175	
	Compagnie de la police militaire	<u>17</u>	881
Suède	QG de la Force	8	
	Bataillon logistique	629	
	Compagnie de la police militaire	<u>8</u>	645
TOTAL, FINUL			<u>5 778</u>

Le déploiement de la FINUL, en juillet 1987, est indiqué sur la carte qui figure en annexe au présent document.

3. En plus des effectifs indiqués ci-dessus, la FINUL a disposé du concours de 74 observateurs militaires de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) qui ont occupé les cinq postes d'observation le long du côté libanais de la ligne de démarcation de l'armistice Israël-Liban et un poste au château de Beaufort. Ils ont aussi maintenu une équipe mobile à Tyr et tenu sept équipes mobiles en service dans la zone de la FINUL. Ces observateurs non armés, qui forment le Groupe d'observateurs au Liban (GOL), sont placés sous le contrôle opérationnel du commandant de la FINUL, le général de division Gustav Hägglund.

4. L'unité de l'armée libanaise servant avec la FINUL a maintenu un effectif de 128 hommes, tous grades confondus, qui étaient pour la plupart stationnés à Tyr, les autres étant stationnés à Arzun, Al Yatun et Qana. C'est avec regret que je

dois signaler le meurtre par des agresseurs inconnus, le 24 juin, du capitaine de l'armée libanaise qui assurait à Tyr les fonctions d'officier de liaison auprès de la FINUL.

5. L'appui logistique de la FINUL était assuré par le bataillon logistique suédois, des éléments du bataillon composite français, la compagnie du matériel norvégienne, la compagnie du génie ghanéenne et l'unité hélicoptérée italienne, et par certaines sections civiles (notamment celles qui sont chargées des communications et de l'entretien des véhicules). Le Ministre français des affaires étrangères m'a informé de la décision de son gouvernement de retirer en 1987 le détachement de démineurs qui fait partie du bataillon composite français et qui est chargé du déminage et du désamorçage ou de la destruction des explosifs et du matériel. J'ai pris contact avec d'autres gouvernements fournissant des troupes à la FINUL en vue de remplacer cette unité importante et j'espère que cela sera fait prochainement.

6. Pendant la période considérée, le commandant de la FINUL a continué d'appliquer un certain nombre de mesures qui avaient été décidées à la fin de 1986 et au début de 1987 pour accroître l'efficacité de la Force et renforcer la sécurité de ses effectifs. C'est ainsi qu'ont été introduites des procédures opérationnelles permanentes révisées ayant pour objet de faire en sorte que les tâches confiées à chaque unité soient réalistes et praticables compte tenu des conditions qui règnent dans le sud du Liban et qu'elles soient exécutées de la manière la plus uniforme possible par toutes les unités de la Force. On a apporté quelques légères modifications aux secteurs assignés aux différents bataillons, compte tenu de l'expérience acquise après le grand redéploiement qui avait eu lieu à la fin de 1986. Le commandant de la Force a continué à prendre toutes les mesures possibles, dans les limites des ressources disponibles, pour améliorer la sécurité matérielle des positions occupées par la Force. Le programme d'urgence lancé en 1986 est désormais un programme permanent, et j'ai donné au général Ngalund pour instruction de le considérer comme hautement prioritaire. On a également fait des progrès en vue de rendre opérationnelle la compagnie mécanisée composite qui a été constituée en réserve mobile de la Force (voir S/18581 et Corr.1, par. 9). Le 1er juin 1987, les premiers éléments de cette unité ont pris leurs nouveaux quartiers sur la position 1-15 près de Qana. L'unité comprend des éléments fidjien, finlandais, ghanéen, irlandais et népalais. Un élément norvégien lui sera prochainement ajouté, de sorte que les six bataillons d'infanterie seront tous représentés. Le Gouvernement finlandais a généreusement accepté d'ajouter 11 véhicules blindés de transport de troupe au matériel appartenant à son contingent et de les mettre à la disposition de la réserve mobile de la Force. Des efforts sont actuellement déployés pour que lui soient adjoints les six véhicules blindés qui restent nécessaires pour que le parc motorisé de l'unité soit au complet.

7. Il a été de plus en plus difficile à la FINUL d'obtenir les terrains et les bâtiments dont elle a besoin, par exemple pour l'établissement de nouvelles positions. En vertu des accords passés lorsque la Force a été constituée, la FINUL loue ces terrains et bâtiments directement aux propriétaires et les loyers qui leur sont dus sont ensuite payés par les autorités libanaises. Etant donné qu'aucun paiement n'a été effectué depuis 1984, les propriétaires hésitent de plus en plus à louer des terrains et des bâtiments supplémentaires à la Force, et certains de ceux

qui ont déjà signé un bail essaient d'obtenir de la FINUL qu'elle vide les lieux car le loyer auquel ils ont droit n'a pas été versé. J'ai attiré l'attention des autorités libanaises sur cette question et j'espère que le problème sera bientôt résolu.

8. Au cours de la période considérée, cinq membres de la Force ont trouvé la mort. Un homme de troupe français a été tué par l'explosion d'un engin piégé qu'il était en train de désamorcer. Deux hommes de troupe ghanéens, un Irlandais et un Norvégien sont morts des suites d'accidents ou pour d'autres causes. En outre, six hommes de troupe ont été blessés au cours d'actes d'hostilité. Depuis la création de la FINUL, 144 membres de la Force ont trouvé la mort; 58 d'entre eux à la suite de tirs d'armes à feu et d'explosions de mines ou de bombes, 61 à l'occasion d'accidents et 25 pour d'autres causes. Plus de 200 ont été blessés à la suite de tirs d'armes à feu et d'explosions de mines ou de bombes.

Situation dans la zone de la FINUL

9. La situation dans la zone de la FINUL n'a pas changé pour l'essentiel. Israël a continué de maintenir dans le sud du Liban sa "zone de sécurité" occupée par les Forces de défense israélienne (FDI) et la soi-disant "Armée du Liban du Sud" (ALS). Les frontières de la "zone de sécurité" n'ont pas été définies, mais sont en fait déterminées par les positions avancées tenues par les FDI et l'ALS. La "zone de sécurité" comprend la zone adjacente à la frontière internationale, certaines parties des secteurs confiés aux bataillons népalais, irlandais et finlandais, le secteur confié au bataillon norvégien et des zones étendues au nord de la zone de déploiement de la FINUL. A l'intérieur des secteurs de déploiement des bataillons susmentionnés, les FDI et l'ALS ont maintenu au total 19 positions dont 17 tenues en permanence. Durant la période examinée, une position située au sud de Kaoukaba a été évacuée et deux nouvelles positions ont été établies, l'une au nord de Bayt Yahun et l'autre au sud-ouest d'At Tiri. Une seule des trois positions adjacentes situées au sud de Brashit est actuellement tenue. Des membres des FDI ont été observés à de nombreuses reprises sur des positions de l'ALS et les deux forces opèrent souvent ensemble. Au cours de la période considérée, il semblait y avoir eu un renforcement général des FDI dans la "zone de sécurité", en particulier à la position des FDI qui domine le pont d'Akiya dans le secteur finlandais.

10. Des groupes de résistance armés ont continué à lancer des opérations fréquentes contre les FDI et l'ALS au moyen d'armes légères, de grenades à tube, de roquettes et de mortiers, ainsi que d'engins piégés. La FINUL a enregistré cinq opérations de ce type durant la seconde quinzaine de janvier, 5 en février, 12 en mars, 9 en avril, 7 en mai, 7 en juin et 11 durant la première quinzaine de juillet 1987. De nombreuses autres opérations ont été signalées dans les secteurs de la "zone de sécurité" situés hors de la zone de déploiement de la FINUL. Dans la zone de la FINUL, la plupart des opérations de résistance ont eu une ampleur limitée et ont consisté surtout dans la pose de mines et dans de petites embuscades. Cependant, il y a eu également un certain nombre d'attaques coordonnées de plus grande envergure, qui ont été menées par des groupes comprenant jusqu'à 150 hommes et qui ont donné lieu à des tirs de mortier de plus en plus précis sur les positions des FDI et de l'ALS. Les incidents les plus graves sont décrits dans les paragraphes ci-après.

11. Environ la moitié des opérations de résistance enregistrées par la FINUL ont été dirigées contre deux positions adjacentes de la "zone de sécurité" sur le Tallet Huqban, qui dominent les villages de Kafra et Yatar dans le secteur du bataillon népalais. Les occupants de ces positions ont tiré fréquemment contre des cibles civiles et de la FINUL qui se trouvaient à leur portée. Trois civils ont été tués et quatre autres blessés et deux hommes de troupe népalais de la FINUL ont également été blessés par ces tirs. La situation dans ce secteur de la zone de la FINUL est restée très tendue pendant toute la période considérée; la plupart des habitants de Kafra et de Yatar ont évacué ces deux villages, et ceux qui sont restés à Yatar doivent être escortés par la FINUL lorsqu'ils quittent le village et y reviennent. De même, dans ce secteur, la FINUL escorte les personnes qui vont travailler dans les champs. Un incident particulièrement grave s'est produit le 13 juin, lorsque plusieurs petits groupes d'éléments armés ont monté une opération d'embuscade coordonnée contre un convoi de l'ALS qui se rendait du Tallet Huqban à Sribbin. Trois membres de l'ALS ont été tués et plusieurs autres blessés. Par la suite, ces éléments armés ont cerné et désarmé les sentinelles de la FINUL à un poste de contrôle situé près de Haris, le poste 5-24 A. Les objets emportés par les éléments armés ont été rendus un peu plus tard le jour même.

12. Le triangle compris entre le pont D'Akiya, Qabrikha et Ett Taibe dans le secteur confié au bataillon finlandais a été une autre zone de tension. Outre les engins piégés, les tirs de mortier et les embuscades, des attaques au sol coordonnées sur les positions des FDI et de l'ALS ont été menées le 16 janvier et pendant la nuit du 17 au 18 avril 1987. Ce dernier incident a commencé le soir du 17 avril, lorsque les positions des FDI et de l'ALS situées près du pont d'Akiya ont essuyé des tirs de mortiers provenant du côté nord du Litani. Les FDI ont renforcé les positions, ont riposté par des tirs de chars, d'artillerie et de mortier et ont déployé des hélicoptères de combat. Plus tard dans la nuit, les deux positions, ainsi qu'une position de l'ALS à El-Kantara, ont essuyé à nouveau des tirs de mortier. Peu après, une soixantaine d'éléments armés ont lancé une attaque au sol contre la position d'El-Kantara. Les attaquants ont été repoussés et ont subi des pertes en hommes. A peu près au même moment, un véhicule civil s'est approché de l'extrémité nord du pont d'Akiya. Les deux sentinelles finlandaises en faction au poste de contrôle de la FINUL à cet endroit ont essayé d'éloigner le véhicule à cause des tirs nourris dans ce secteur. Toutefois, les occupants du véhicule, qui étaient en fait des éléments armés, ont maîtrisé et désarmé les sentinelles. Ils les ont ensuite emmenées jusqu'à une position finlandaise non loin de là, où les troupes étaient réfugiées dans les abris à cause des tirs. Se servant des sentinelles comme otages, les éléments armés ont désarmé les troupes. Ils se sont finalement retirés emportant 16 fusils et deux postes de radio militaires ainsi que de l'argent et des effets personnels. La plupart de ces objets ont été rendus par la suite.

13. Les FDI et l'ALS ont tiré fréquemment depuis leurs positions ou lors de patrouilles dans la "zone de sécurité", ce qui rendait très risqué tout déplacement à portée de leurs armes. Comme on l'a déjà signalé, la population de la zone de Kafra et Yatar a particulièrement souffert de ces tirs. Quand elles ont été attaquées, l'ALS et les FDI ont généralement riposté par des tirs massifs de leurs chars et de leurs mortiers, ainsi que de l'artillerie israélienne située dans la "zone de sécurité". En outre, des hélicoptères de combat israéliens ont été

déployés. A plusieurs occasions, le feu a été ouvert en direction de zones habitées pour répondre à des attaques. Ces tirs ont tué un homme à Brashit le 28 janvier et grièvement blessé un jeune garçon à Kafra le 19 mars.

14. Un fait nouveau s'est produit au cours de la période considérée, à savoir que des patrouilles des FDI se sont avancées hors de la "zone de sécurité" dans la zone de la FINUL, contournant les positions de cette dernière. Dans un certain nombre de cas, cela a entraîné des heurts avec des éléments armés des villages voisins qui se sont mobilisés pour affronter les patrouilles des FDI quand celles-ci avaient été repérées. La FINUL a signalé les incidents suivants :

a) Le 28 mars, une patrouille des FDI s'est approchée de Zibqin, dans le secteur du bataillon népalais, où elle s'est heurtée à des éléments armés. Après un échange de coups de feu, trois de ces hommes armés ont été tués et cinq soldats israéliens ont été blessés. Par la suite, la tension a monté entre la FINUL et des éléments armés qui souhaitaient passer aux points de contrôle 5-5 et 5-6 pour aller se battre contre les FDI. Des négociations ont finalement permis de calmer les esprits;

b) Un affrontement semblable a été évité le 29 juin, quand une patrouille de la FINUL s'est heurtée à un groupe de soldats israéliens qui avaient tendu une embuscade sur une route au nord de Majdal Silm, dans le secteur du bataillon irlandais. La patrouille de la FINUL s'est déployée et a demandé des renforts qui sont arrivés quelques minutes plus tard. A ce moment, les soldats israéliens se sont retirés;

c) Le 2 juillet, au petit matin, une patrouille des FDI s'est heurtée à des éléments armés au sud de Frun, dans le secteur du bataillon finlandais. Des coups de feu ont été échangés et il y a eu des blessés de part et d'autre;

d) Un affrontement très grave a eu lieu le 6 juillet, quand le bruit a couru qu'une patrouille des FDI se dirigeait vers une colline à l'ouest de Yatar, dans le secteur du bataillon népalais. A partir de 8 h 15 (heure locale), des hommes armés ont commencé à arriver sur la route de Siddiqin; ils ont franchi de force le point de contrôle 5-5 de la FINUL et se sont déployés près de la position 5-6, où ils ont ouvert le feu. L'échange est devenu intense et a duré jusqu tard dans la soirée, couvrant toute la zone située entre la position 5-6 et les villages de Kafra et Yatar. Les éléments armés, forts de 150 hommes environ, étaient équipés d'armes automatiques, de mortiers et de grenades à tube. Les FDI ont utilisé des hélicoptères de combat, des chars, des canons et des mortiers. Au cours de la journée, les éléments armés ont tenté plusieurs fois de s'emparer de la position 5-6; en fin d'après-midi, un important détachement s'est frayé un chemin à l'intérieur et a ouvert le feu sur les hélicoptères israéliens depuis cette position. Le commandant en second de la Force s'est rendu sur le théâtre des opérations avec des renforts mais n'a pu s'approcher à cause de la densité des tirs. Avec l'aide de dirigeants locaux du mouvement Amal, il a été possible de négocier avec les éléments armés, qui ont abandonné leur position à 21 heures;

e) Le lendemain matin, l'ALS et les FDI manoeuvraient de nouveau dans la zone de Yatar et de Kafra, appuyées par des hélicoptères de combat. Elles ont eu de nouveaux accrochages avec des éléments armés. Les tirs - notamment des tirs d'artillerie, de chars et de mortiers - se sont poursuivis sporadiquement jusque dans la soirée, forçant les troupes népalaises de la position 5-6 à se retirer dans leurs abris. A 21 h 30 (heure locale), une centaine d'hommes ont repris la position. Le commandant de la Force a donné l'ordre de nettoyer la position dès le petit jour mais, à la suite de contacts avec un dirigeant local du mouvement Amal, les éléments armés ont abandonné la position avant que cet ordre ne soit appliqué.

15. Le 1er juillet, la FINUL a observé qu'une équipe d'hommes de l'ALS se livrait à des travaux de terrassement, apparemment pour installer une nouvelle position sur une colline à quelque 1 200 mètres en avant de la position actuelle de l'ALS à El-Kantara. Après enquête, la FINUL a occupé la position sans incident le 2 juillet dans l'après-midi. Lors de ses contacts ultérieurs avec les autorités militaires israéliennes, le commandant de la Force a déclaré clairement qu'il ne saurait accepter que la "zone de sécurité" israélienne empiète sur la zone actuellement contrôlée par la FINUL et que la FINUL occuperait en permanence la colline en question si cela s'avérait nécessaire pour empêcher les FDI et l'ALS de s'y installer. Le 6 juillet, les FDI ont informé le commandant de la Force qu'elles ne poursuivraient pas leur projet plus avant puisque la FINUL avait l'intention d'occuper la colline.

16. C'est presque quotidiennement que les FDI - et, plus souvent, l'ALS - ont tiré sur des positions et des véhicules de la FINUL, ou à proximité. Dans un certain nombre de cas, l'ALS et les FDI ripostaient à des attaques d'éléments armés, mais, la plupart du temps, ces tirs ne répondaient à aucune provocation et étaient, apparemment, intentionnels. Au cours de la période considérée, trois soldats de la FINUL ont été blessés par des tirs de ce type. Outre les deux soldats mentionnés au paragraphe 11 ci-dessus, un soldat népalais a été blessé le 1er juin quand un obus de mortier tiré de l'intérieur de la "zone de sécurité" a touché la position 5-14 de la FINUL. Au cours d'un autre incident grave, le 12 mai, plusieurs obus ont été tirés par un char israélien depuis la position 6-14C, au nord de Majdal Silm. L'un d'entre eux a explosé à l'intérieur de la position, ne causant heureusement que des dégâts matériels. La FINUL a élevé des protestations auprès des autorités militaires israéliennes à la suite de 300 incidents de ce type et a insisté pour qu'elles tiennent leurs promesses répétées en mettant un terme à pareils agissements.

17. Un certain nombre d'incidents ont également eu lieu entre la FINUL et des éléments armés, essentiellement lorsque la FINUL a refusé le passage à des hommes armés à ses points de contrôle. Les incidents les plus graves ont éclaté à l'occasion des contrôles effectués au moment d'une opération contre les FDI ou l'ALS (voir les paragraphes 11, 12 et 14 ci-dessus). Pendant la période considérée, il y a eu 50 incidents au cours desquels des éléments armés non identifiés ont ouvert le feu sur les positions de la FINUL ou à proximité.

18. Un très grave accident s'est produit aux premières heures du 28 janvier à Tibnin, où un bâtiment abritant 18 soldats irlandais a été détruit par des charges d'explosifs. Les charges qui avaient été posées n'ont heureusement pas toutes

explosé, mais deux soldats ont quand même été blessés. Malgré une enquête immédiate, il n'a pas été possible de déterminer qui étaient les auteurs de cet acte.

19. La détérioration générale de l'économie libanaise, et notamment la rapide dépréciation de la livre libanaise et les hausses de prix qui s'en sont suivies, ont placé nombre de familles habitant dans la zone de la FINUL dans une situation très difficile. Il s'en est suivi notamment une augmentation de certains types de délits contre les biens tels que vols et cambriolages, dont le personnel de la FINUL a parfois été victime. Au cours de la période considérée, des vols à main armée ont été commis à trois reprises contre des observateurs militaires du GOL. Un incident plus grave, qui s'est terminé de façon tragique, a eu lieu le 20 mai. Très tôt ce jour-là, deux hommes se sont introduits dans la position 8-1, à Kafr Dunin, par une brèche qu'ils avaient faite dans le grillage d'enceinte. Après avoir dérobé du bois appartenant à la compagnie du génie ghanéenne, ils ont de nouveau pénétré dans l'enceinte, mais cette fois, ils ont été repérés par une sentinelle de la FINUL qui a fait feu sur eux. Les deux intrus ont malheureusement succombé des suites de leurs blessures.

20. La FINUL a continué de coopérer avec les autorités libanaises, les organismes et programmes des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge et les organisations non gouvernementales pour venir en aide à la population locale. Elle a notamment maintenu une coopération étroite avec le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe. En mai, la FINUL a distribué quelque 1 000 tonnes de denrées alimentaires et une grande quantité de médicaments, qui avaient été financés par diverses organisations européennes et acheminés par mer jusqu'à Tyr. Comme auparavant, de nombreux Libanais ont été traités dans les centres médicaux de la FINUL, près de 3 600 ont été soignés à l'hôpital de la FINUL à Naqoura, dont plus de 200 admis en hospitalisation.

21. Il est arrivé plusieurs fois que la famille de tel ou tel prisonnier détenu, ou supposé l'être, dans une prison d'El Khiam dans la "zone de sécurité" israélienne, sollicite l'assistance de la FINUL afin d'obtenir la libération de ce prisonnier ou l'autorisation de lui rendre visite, ou tout simplement afin de s'informer de son sort. La FINUL n'a pas été en mesure d'aider ces familles, les autorités israéliennes affirmant n'avoir rien à faire avec la prison et renvoyant toutes les requêtes de ce type à l'ALS, laquelle refuse aux représentants non seulement de la FINUL mais aussi d'autres organisations internationales, notamment du Comité international de la Croix-Rouge, le droit de contacter les détenus.

22. Au cours de la période considérée, les autorités libanaises et plusieurs personnalités libanaises ont appelé mon attention sur les dommages que causaient au site archéologique de la ville de Tyr les fouilles illégales et la vente de pièces anciennes. Il a été rappelé que cette question avait été mentionnée dans la résolution 459 (1979) du Conseil. La question a été posée de savoir s'il était possible d'élargir le mandat de la FINUL de façon à la charger de protéger les antiquités de Tyr. J'ai exprimé ma sérieuse préoccupation devant les déprédations qui seraient causées au patrimoine archéologique de Tyr, mais j'ai dû préciser ce qui suit : a) la prévention des fouilles illégales était une tâche qui est du ressort de la police, et dont une force de maintien de la paix ne se charge normalement pas; b) elle demanderait beaucoup de personnel à un moment où la FINUL

a déjà du mal à mener à bien les autres tâches qui lui ont été confiées par le Conseil; c) dans la mesure où le site archéologique de Tyr se trouvait pour l'essentiel en dehors de la zone de déploiement de la FINUL, il faudrait élargir le mandat de la FINUL non seulement sur le plan opérationnel mais aussi sur le plan géographique, ce qui ne conviendrait pas nécessairement à toutes les parties intéressées. J'ai néanmoins donné l'ordre au commandant de la Force de voir avec les autorités libanaises ce que la FINUL pourrait faire pour contribuer à remédier au problème, sans modification de son mandat et compte tenu de ses effectifs et de ses priorités actuels.

Aspects financiers

23. Par la section IV de la résolution 41/179 A du 5 décembre 1986, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager mensuellement des dépenses pour les opérations de la FINUL jusqu'à concurrence d'un montant brut de 12 125 000 dollars (soit un montant net de 11 922 000 dollars) pendant la période de 12 mois commençant le 19 janvier 1987, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Force au-delà de la période de six mois spécifiée dans sa résolution 586 (1986). Par sa résolution 594 (1987) du 15 janvier 1987, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la FINUL jusqu'au 31 juillet 1987. Si le Conseil décide de proroger le mandat de la Force au-delà de la date d'expiration de son mandat actuel, les dépenses que l'ONU devra engager pour la maintenir pendant la période de prorogation de six mois se situeront dans les limites des engagements autorisés par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/179 A, en supposant que ni les effectifs actuels ni les responsabilités de la Force ne seront modifiés. Si les effectifs de la Force sont renforcés ou si son mandat est prorogé au-delà du 31 janvier 1988, le Secrétaire général informera le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et l'Assemblée générale à sa quarante-deuxième session des ressources supplémentaires nécessaires au maintien de la Force.

24. Dans le paragraphe 25 de mon dernier rapport (S/18581 et Corr.1), j'ai appelé l'attention du Conseil sur la grave situation financière dans laquelle se trouvait la Force. J'ai le regret de devoir dire que cette situation ne s'est pas améliorée et qu'elle a même continué de se détériorer. La FINUL a toujours eu des difficultés à régler ses dépenses et notamment à assurer le remboursement du coût des contingents au taux intégral fixé par l'Assemblée générale. Cette situation tient au déficit du Compte spécial de la Force résultant du fait que certains Etats Membres ne versent pas, ou ne versent pas intégralement, le montant de leur quote-part. Dans mon dernier rapport, j'avais indiqué que le Gouvernement des Etats-Unis m'avait informé qu'il avait demandé au Congrès l'ouverture d'un crédit additionnel de 21,6 millions de dollars. Ce crédit n'a pas été approuvé. En raison des arriérés considérables dus par plusieurs Etats Membres, le déficit cumulé du Compte spécial de la Force était estimé au début de juillet de 1987 à 281 millions de dollars. En conséquence, les remboursements aux gouvernements qui fournissent des contingents ont continué à être opérés au taux réduit de 600 dollars par personne et par mois.

Observations

25. La situation dans le sud du Liban est restée très instable. Le refus d'Israël de se retirer complètement du Liban et son insistance à maintenir la "zone de sécurité" continuent à faire échec aux efforts déployés pour engager un processus permettant de restaurer la paix internationale et la stabilité dans la région.

26. Au centre de la zone de déploiement de la FINUL (et au nord de celle-ci), divers groupes de résistance libanais ont intensifié leur campagne contre les FDI et leurs alliés libanais, qui ont souvent répondu avec une grande violence aux attaques lancées contre leurs positions. La population civile a été la principale victime de ces hostilités. Plusieurs villages situés dans la zone de déploiement de la FINUL se sont dépeuplés à nouveau, leurs habitants s'étant réfugiés dans des villages plus éloignés de la "zone de sécurité" ou à Tyr. La FINUL a continué à faire tout ce qu'elle pouvait pour protéger les civils, en étroite coopération avec les dirigeants locaux.

27. La FINUL a été elle aussi touchée par ces hostilités. Dans plusieurs cas, les positions de la FINUL ont été occupées par des éléments armés qui attaquaient les positions des FDI/ALS, et les positions de la FINUL, notamment dans le secteur népalais, continuent d'être la cible de tirs de harcèlement délibérés de la part des FDI, et plus fréquemment de l'ALS. La FINUL est parfois prise entre deux feux pendant des accrochages armés entre les FDI/ALS et les groupes de résistance. Malheureusement, un soldat a trouvé la mort et six autres ont été blessés par suite d'actes d'hostilité, au cours de la période couverte par le présent mandat. Je voudrais néanmoins souligner que ces chiffres offrent un contraste frappant avec ceux de la période terminée le 19 janvier 1987 (10 morts et 43 blessés).

28. Les mesures de sécurité et les nouvelles procédures opérationnelles introduites par le commandant de la Force ont contribué sensiblement à réduire les pertes. Néanmoins, la plus grande vigilance continue à s'imposer : les soldats de la FINUL servent dans une région extrêmement instable et je continuerai à m'employer sans relâche à renforcer leur sécurité. Je lance de nouveau un appel à tous ceux qui participent aux hostilités dans le sud du Liban pour qu'ils traitent la FINUL et son personnel avec le respect dû aux membres d'une mission de paix, envoyée à la demande du Gouvernement libanais et avec l'appui total de la communauté internationale, les aidant à s'acquitter de leur tâche et ne fassent rien qui puisse mettre leur vie en danger.

29. Quant aux gouvernements intéressés, leur position est toujours celle que j'ai décrite dans mon dernier rapport (S/18581 et Corr.1, par. 30 à 32). Comme il n'y a eu aucun changement dans la position du Gouvernement israélien, il s'est à nouveau avéré impossible de progresser vers l'application de la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité, qui exige le retrait total des forces israéliennes du Liban. Il est aussi fort regrettable que l'assassinat du Premier Ministre du Liban, Rashid Karame, le 1er juin 1987, ait frustré les espoirs exprimés dans mon dernier rapport, que des progrès seraient réalisés sur la voie de la réconciliation nationale au Liban.

30. Dans ces conditions, maintien de la présence israélienne et incapacité du Gouvernement central libanais d'exercer effectivement son autorité, la violence persiste dans la partie méridionale du pays. Du fait de cette situation très compliquée, il reste extrêmement difficile pour la FINUL de s'acquitter de sa tâche, qui est d'empêcher les actes d'hostilité et de restaurer la paix et la sécurité internationales, sans se trouver, de temps à autre, confrontée à une ou plusieurs des parties. Il est tout à l'honneur du général Hägglund et de ceux qui sont placés sous ses ordres d'avoir pu éviter une escalade de la violence.

31. Dans une lettre datée du 16 juillet 1987, le Représentant permanent du Liban m'a fait savoir que les autorités libanaises demandaient la prorogation du mandat de la FINUL pour une nouvelle période de six mois. Il était dit également dans cette lettre que, malgré la situation qui prévaut dans le sud du Liban du fait de la persistance de la présence israélienne, les autorités libanaises sont convaincues que la FINUL demeure un élément important de stabilité et offre le meilleur moyen d'instaurer la paix et la sécurité dans la région. Pour les raisons que j'ai indiquées dans les précédents rapports au Conseil, et notamment pour éviter de créer un vide qui pourrait exacerber et étendre le conflit actuel, je recommande au Conseil de sécurité d'accepter la demande des autorités libanaises et de proroger le mandat de la Force pour une nouvelle période de six mois, soit jusqu'au 31 janvier 1988.

32. Je dois néanmoins attirer à nouveau l'attention du Conseil sur les sacrifices que cette recommandation implique pour les gouvernements qui fournissent des contingents à la FINUL. Si le Conseil accepte la recommandation, il demandera à ces gouvernements de continuer à affecter du personnel à une mission dangereuse et de supporter une bonne partie des frais correspondants. Tout en rendant hommage à nouveau à l'abnégation et au dévouement des Etats fournissant des contingents, qui ont répondu si généreusement aux appels du Conseil dans le passé, je dois souligner l'injustice d'une situation où les gouvernements ne reçoivent pas les remboursements auxquels l'Assemblée générale a décidé qu'ils avaient droit parce que certains Etats Membres n'ont pas versé ou ne versent pas leur quote-part.

33. Enfin, je rends hommage au général Gustav Hägglund, commandant de la Force, et à tous les hommes et femmes placés sous son commandement et sous ses ordres, militaires et civils, pour le courage et la détermination avec lesquels ils ont fait face à une nouvelle période très difficile. Leur discipline et leur attitude ont été remarquables et font honneur à eux-mêmes, à leur pays et aux Nations Unies.

ЮЖНЫЙ ЛИВАН • LÍBANO MERIDIONAL



